

# INFORMATIONS

*comité régional midi-pyrénées* **CGT**

BOURSE DU TRAVAIL: 19 place St. Sernin 31070 TOULOUSE CEDEX

Prix: 1,00F - N° d'inscription à la C.P. 579 D 73 Imprimerie du Comité CGT - Directeur de la publication F. CANEZIN

N° 97. JUIN 1994.



## MICHEL SALVAYRE

**NOUVEAU SECRETAIRE  
DU COMITE REGIONAL CGT**

C.G.T.

# J.-A. Bessières succède à M. Salvayre

*Après treize années passées à la tête de l'U.D., M. Salvayre devient secrétaire régional.*

Michel Salvayre quitte l'Aveyron. Lui, l'Aveyronnais, né à Flagnac qui plus est, laisse ses fonctions de secrétaire général de l'union départementale CGT pour le secrétariat régional. C'est Jean-Albert Bessières, 42 ans, père de trois enfants, qui lui succède. Ainsi en a décidé hier à Flavin le comité général.

Michel Salvayre est né à l'hôpital Tinel, à Decazeville, celui pour la défense duquel bon nombre de cégétistes arboreraient hier un badge.

Elu secrétaire général de l'union départementale de l'Aveyron à la fin de l'année 1980, il gardera surtout en mémoire le mauvais souvenir que constitue le Bassin de Decazeville. « En plus j'en suis originaire », commentait-il hier. 1977-1983 : « On l'a mal vé-



*Michel Salvayre, le sortant (en cravate), auprès de Jean-Albert Bessières, son successeur.*

*cue. Voir des entreprises et des cheminées se casser la gueule... Ce n'est pas un sentiment d'échec qui domine. Plutôt un sentiment de colère et de mécontentement. On a bousillé une génération d'hommes et de*

*femmes. On les a assassinés ».*

*De cette « expérience », Michel Salvayre a tiré quelques enseignements, « sur la lutte, sur le rôle des élus, sur l'état réel de nos syndicats ».*

*Côté CGT, il reconnaît qu'il*

*y a eu « quelques insuffisances ». Mais, poursuit-il, « on a fait ce qu'on a pu avec les forces qu'on avait ».*

*Au chapitre des bons souvenirs, Michel Salvayre range les « centaines de grèves, les manifs », surtout celles qui, comme pour les « cinq de Rodez », a rassemblé fortement.*

*Il met aussi les centaines de gens qu'il a rencontrés — y compris ceux de la presse.*

*A la région, il succède à François Canezin, présent hier à Flavin, et laisse sa place aveyronnaise à Jean-Albert Bessières, lequel était encore, il y a peu secrétaire général EDF-GDF. Jean-Albert Bessières se retrouve à la tête d'un syndicat départemental fort de 1 647 syndiqués actifs et 1 530 retraités. Il aura à préparer le grand mouvement de l'automne pour la défense de la protection sociale.*

Centre-Press 4/6/94

## COMITE REGIONAL C. G. T.

### L'Aveyronnais Michel Salvayre sur le pont



**Une succession dans la continuité entre MM. Canezin et Salvayre.**

(Photo « La Dépêche » ; Michel Labonne.)

C'est aujourd'hui à la Bourse du travail à Toulouse qu'aura lieu la passation du témoin entre l'ancien secrétaire régional de la C. g. t. François Canezin et le nouveau, Michel Salvayre.

Après tout juste dix années passées à la tête du comité régional, le gersois Canezin rejoint les instances du P. c. f. où il sera plus particulièrement chargé des dossiers des entreprises.

Michel Salvayre 50 ans, originaire de Decazeville, prend le relais, après avoir assuré la responsabilité de l'union départementale de l'Aveyron pendant 13 ans. Cet ancien fonctionnaire des P. t. t; souhaite travailler « près du terrain, dans toutes ses composantes ». Il se veut à l'écoute du monde du travail et se préoccupe de la situation des exclus.

« Dans une région qui compte 140.000 chômeurs, le problème des sans-emploi est évidemment une question prioritaire » observe le nouveau responsable syndical régional.

Marié et père de deux enfants - un fils de 25 ans qui a réalisé un D. e. a. sur le vent d'autan à Toulouse, et d'une fille de 20 ans - Michel Salvayre est un passionné de voile et de bateau. Un virus qu'il a contracté en... Aveyron sur le lac de Pareloup ! C'est donc un marin de l' « intérieur » qui va se trouver confronté aux turbulences du climat social régional.

*La Dépêche 15/6/94*

# Bienvenue à Michel SALVAYRE,

Lors du Comité Régional élargi du 15 Juin où participaient 85 camarades des 8 Unions Départementales de la région, après la séance de travail sur les décisions du C.C.N, Robert BLANCO, Secrétaire Général de l'U.D 31 et Membre du Comité Régional, a prononcé l'intervention suivante:

" Comme vous le savez, François CANEZIN quitte ses responsabilités de Secrétaire Régional de la C.G.T. Cela faisait 10 ans qu'il assumait cette tâche et celle de membre de la C.E. Confédérale de la C.G.T.

A la région, il a contribué à construire une activité régionale ne perdant pas de vue que l'essentiel réside dans l'activité syndicale sur le lieu de travail afin qu'elle intègre tous les enjeux dont les enjeux régionaux. Il n'y a pas séparation entre les problèmes quotidiens et les questions prises à l'échelon régional ou national.

Je pense aussi qu'il n'est pas exagéré de dire que durant 10 ans, il a apporté une précieuse aide à toutes les U.D de Midi-Pyrénées qui ont connu d'importantes modifications.

Il a beaucoup sillonné les routes de notre région en homme d'action et de terrain qu'il est.

Après avoir assumé pendant 9 ans des responsabilités à l'U.D du Gers dont celle de Secrétaire Général de 1977 à 1984, il aura donc consacré près de 20 ans de son militantisme à la C.G.T.

Tout en étant syndicaliste C.G.T. on n'en est pas moins citoyen cela en toute transparence ce qui est la meilleure façon d'éviter toute hypocrisie en terme d'indépendance syndicale.

Ce terme ne saurait d'ailleurs être utilisé de façon rabougrie et unilatérale. Il importe à chaque moment que le syndicat assume pleinement la totalité de ses responsabilités et décide avec les syndiqués de sa ligne de conduite.

Son organisation politique la Fédération du PCF de la Haute-Garonne, lui a demandé il y a plusieurs mois d'assumer des responsabilités exigeant un détachement permanent pour s'occuper d'un domaine qu'il connaît bien celui des entreprises.

C'est la liberté personnelle qui appartient à chaque syndiqué qu'a exercée François CANEZIN, en acceptant cette proposition sans négliger les intérêts de l'organisation syndicale.

Le Comité Régional composé des huit secrétaires généraux des UD de Midi-Pyrénées a eu pour souci d'assurer l'avenir à partir de tous les acquis collectifs de son activité.

Tout en se donnant le temps d'assurer la transition, il lui est apparu que cela pouvait être profondément le cas.

Tout naturellement et dans la mesure où cela était réalisable, la réflexion a visé à demander à un Secrétaire Général d'UD le soin d'assurer la relève de François.

Cela avait été précédemment le cas quand lui-même à succédé à Bernard RIBEIRA ex Secrétaire Général de l'UD 31.

C'est pourquoi à l'unanimité, Michel SALVAYRE a été élu à cette responsabilité.

Michel, était Secrétaire Général de l'UD de l'Aveyron depuis 1980. Il a toujours porté un grand intérêt aux questions régionales à partir de son activité dans l'Aveyron, pour y défendre la place des industries et des services publics. A côté des organisations CGT de l'Energie et avec l'engagement de l'interpro au niveau régional, l'UD CGT de l'Aveyron a mené le combat que vous savez autour des Cinq de Rodez et des enjeux de liberté, de service public que posait cette affaire.

C'est Albert BESSIERES un des Cinq de Rodez qui a été élu le 3 Juin, Secrétaire Général de l'UD de l'Aveyron au Comité Général de cette U.D.

Avec François, c'est un Gersois fier de l'être, homme de goût sur, au talent culinaire certain, que nous saluons. C'est aussi un ouvrier électricien, dont il a la minutie, le sens de la rigueur et de la méthode qui le conduit à ne rien laisser au hasard. Il a mis tout cela au service de la CGT qu'il en soit chaleureusement remercié.

Avec Michel, c'est un postier qui a vécu 1968 aux chèques postaux de Paris que nous accueillons. C'est aussi un navigateur qui sait tenir le cap.

Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue au tout nouveau de l'équipe du Comité Régional, celui que l'on appelle Bébert dans son département et sa profession.

Pour terminer, et sa modestie doit en souffrir, nous voudrions saluer Roger LOUBET.

Roger, assume depuis de nombreuses années une activité de représentant CGT au CESR Midi-Pyrénées.

Il y a acquis une autorité qui va bien au-delà des rangs de la CGT du fait de sa connaissance des problèmes économiques et financiers, de sa rigueur intellectuelle tout cela au service d'une démarche résolument au service des intérêts des salariés.

Ceux qui le connaissent savent aussi sa capacité à exprimer simplement les choses les plus complexes à les rendre accessibles au plus grand nombre.

On connaît sa modestie qui bannit tout esprit de suffisance et est source de réflexion pour tous.

A 70 ans passés, il a souhaité passer la main et a fortement insisté auprès de nous pour qu'il en soit ainsi. La vie militante de cet Ariègeois de Massat a débuté dans le Tarn où il a participé à la Libération, à la réactivation de la Verrerie Ouvrière d'Albi et il en a été le Président à la fin des années 1970-1980

Il vient de travailler à un livre récemment sortie en collaboration avec l'historienne Marie-France Brive sur la V O A.

Il a été aussi un dirigeant du Syndicat National des Impôts et de l'UGFF au moment des événements de 1968. Il dirigeait cette organisation quand les fonctionnaires ont été confrontés à la mise en place de la politique contractuelle Chaban-Delmas/Delors.

Il est toujours un militant actif de la section syndicale du syndicat CGT des Impôts de la Haute-Garonne.

A ce stade, permettez-moi d'évoquer un souvenir personnel. Roger a joué un rôle déterminant en 1972 quand je suis arrivé dans le département de la Haute-Garonne pour que je fasse le choix du militantisme CGT. Adhérent moi-même du Syndicat CGT des Impôts, je venais de Paris après une mutation administrative, avec une vision de la CGT qui ne correspondait pas à mes attentes de jeune CGT aux vus de mon expérience dans ce syndicat.

Il m'a fortement encouragé à prendre contact avec l'UD CGT afin d'avoir une vision plus réelle de ce qu'était la CGT. Cela m'a été salutaire. Je le dois à Roger et cela restera un souvenir marquant de ma vie militante.

C'est Pierre ALEXANDRE, militant CGT des Impôts en Haute-Garonne qui assurera me remplacement de Roger LOUBET au CESR.

Au travers de Roger, nous voulons aussi souligner tout le travail réalisé par les représentants CGT au CESR et l'importance que cela revêt.

Merci François, Merci Roger, et pleine réussite dans leurs nouvelles responsabilités à Michel SALVAYRE et à Albert BESSIERES ".

# **HALTE A LA CASSE INDUSTRIELLE**

## **MIDI-PYRENEES A BESOIN**

### **D'UNE INDUSTRIE SOLIDE ET DES EMPLOIS STABLES.**

Le Ministre LONGUET et ses lieutenants seront à Toulouse le 27 Juin 1994, pour valider devant un Colloque sur l'Energie organisé par le Conseil Régional de Midi-Pyrénées, la politique industrielle du Gouvernement Balladur sur notre région.

Aujourd'hui, partout dans nos entreprises, cette politique se traduit par une augmentation importante du chômage: 130 000 sur Midi-Pyrénées en progression de 6 % dont 32.6 % sont en chômage depuis plus d'un an, en progression de 12 %.

Des pans entiers de l'industrie régionale disparaissent les uns après les autres avalés par l'appétit toujours grandissant des intérêts financiers:

- le textile, 127 suppressions à la Compagnie Toulousaine du Vêtement, la fermeture de Roudière à Lavelanet avec 1 800 suppressions d'emploi.

- l'aéronautique, et en particulier un plan prévoyant la suppression de 120 emplois à l'ABG-SEMCA, un des principaux équipementiers aéronautiques.

- les cimenteries avec l'arrêt de production à LEXOS et la suppression de plus de 100 emplois.

- l'arrêt de la production d'aluminium décidé par PECHINEY dans l'Ariège entraînerait la fermeture du site d'AUZAT avec 150 suppressions d'emplois, la fermeture d'un atelier à SABART avec 10 suppressions d'emplois, la pérennité de l'Usine de MERCUS et les conséquences dramatiques pour ce département.

Les privatisations mises en oeuvre ou préparées par le Gouvernement, vont entraîner encore de multiples suppressions d'emplois: 290 000 sur le territoire national.

- Dans l'industrie charbonnière sur le Bassin de CARMAUX, depuis 1978, les effectifs sont passés de 2 400 à 350, sur le Bassin de Decazeville depuis 1984 ils sont passés de 400 à 270. L'objectif clairement affiché par les pouvoirs publics, c'est la fermeture de la production du charbon avec les conséquences dramatiques pour l'emploi, mais surtout pour la vie sur ces deux sites.

- A EDF/GDF où le rapport Mandil trace clairement les pistes de la privatisation des deux entreprises nationalisées, la casse d'un service public de qualité et des emplois statutaires nécessaires.

- Aux PTT et à France Télécom, Longuet accélère son objectif de privatisation en ouvrant le marché européen des télécom à l'américain Sprint pour une somme de 12 milliards de francs, contre l'investissement de modernisation contre l'emploi avec la suppression de 40 000 emplois à France Télécom.

Voilà quelques éléments des conséquences de la politique du Gouvernement et de son Ministre de l'Industrie. Chacun doit bien mesurer au travers de ces quelques exemples l'ampleur de la restructuration de notre société engagée par Balladur et Longuet. La Région Midi-Pyrénées n'est pas épargnée, elle est frappée de plein fouet.

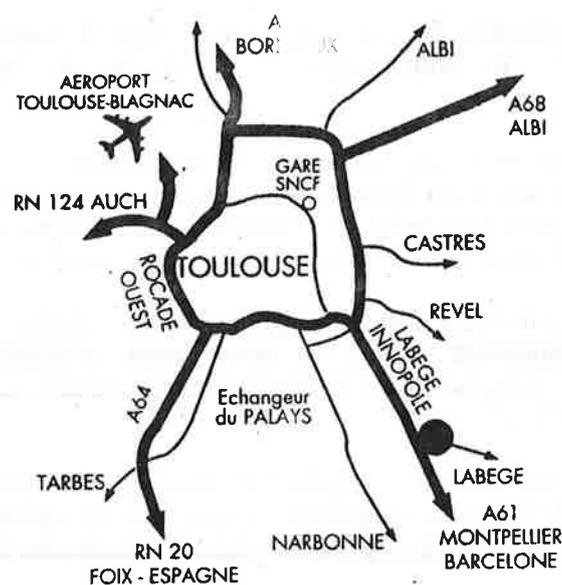
Les salariés, la population tout entière de notre région doit imposer d'autres choix économiques et industriels. Cette relance doit passer en priorité :

- ° par le développement d'emplois industriels stables, durables et bien rémunérés.
- ° par la réponse aux besoins des populations et des salariés, qui suppose le développement et le maintien de nos atouts industriels régionaux, en conséquence de stopper tous les plans de privatisations et de suppressions d'emplois visant notamment les Ciments Lafarge à Lexos, ABG-SEMCA, Pechiney, Elf, France Télécom...
- ° par une Europe des coopérations et des luttes.

Il faudra que le Gouvernement et ses représentants le 27 à Toulouse entende la voix des salariés.

**RASSEMBLEMENT**  
**LUNDI 27 JUIN**  
**à 9 H 30 A LABEGE**  
**DEVANT LE CENTRE DES CONGRES.**

**A ce jour:** Les syndicats CGT EDF/GDF des régions Midi-Pyrénées et Aquitaine, appellent de 4 heures à 8 heures d'arrêt de travail. Les Mineurs de DECAZEVILLE à 24 heures d'arrêt de travail. La participation des Mineurs de Carmaux, des Cimentiers de Lexos, Pechiney, PTT, France Télécom, ABG-SEMCA...), est prévue, ainsi que des Syndicats CFDT d'EDF/GDF



Plan d'accès CENTRE DE CONGRES DIAGONA

En venant de la rocade, prendre la dernière sortie avant le péage de Montpellier (sortie 19 b LE PALAYS) et suivre la direction Labège - Innopole  
Continuer tout droit en longeant l'autoroute et suivre la direction Castanet.  
Au deuxième rond-point tourner à gauche

# AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

## DECLARATION DES COMITES REGIONAUX C.G.T. DE MIDI-PYRENEES - AUVERGNE - LIMOUSIN - CENTRE BOURGOGNE

A l'initiative du C.E.S.R. Midi-Pyrénées est organisé à Toulouse le 17 Mai un Colloque intitulé " DIAGONALE CONTINENTALE " qui va réunir les C.E.S.R. des 5 régions intérieures françaises et leurs homologues des sept régions intérieures espagnoles.

Beaucoup d'énergie est dépensée autour de ce Colloque, alors que certains CESR concernés n'ont même pas été saisis. Bonjour la démocratie ! Alors quel est le but de cette initiative ?

Elle s'inscrit dans la cohérence des projets Balladur-Pasqua oeuvrant à une recomposition des territoires français dans le cadre de l'aménagement de l'espace européen, conforme aux données du Traité de Maastricht.

La crainte qu'une partie de notre pays, de nos régions soit marginalisée dans l'Europe, éloignée des centres de décisions et des axes d'échanges importants, conduit le gouvernement, les politiques à imaginer des scénarios d'aménagement constituant des contrepoids. Ils espèrent ainsi rassurer les populations et dédouaner leurs responsabilités.

S'agit-il d'y développer des activités industrielles, agricoles, de services permettant la croissance et l'emploi? Bien sûr que non !

Nous sommes face à une logique déjà à l'oeuvre, qui organise et structure l'aménagement de notre pays, nos régions au service des groupes multinationaux.

L'équipement du territoire ( autoroutes - TGV - avion - télécommunication ), est conçu en fonction des besoins de ces groupes, pour aboutir à un territoire composé de quelques pôles de croissance internationale, reliés entre eux par des axes lourds de transit, dans le cadre d'une concurrence entre les régions.

Cette politique d'accompagnement du choix des firmes n'a fait qu'accentuer le développement inégal de notre pays, conduit aux abandons de productions industrielles et agricoles, à la désertification rurale, aux difficultés accrues des populations, des familles.

Toutes les régions françaises et leurs populations sont confrontées à des restructurations, reconversions, suppressions massives d'emplois. Les conséquences sont partout très graves et dramatiques pour les régions intérieures françaises où :

-le chômage est important

-la désertification rurale s'est aggravée

-régions agricoles, elles subissent de plein fouet la PAC, les accords du GATT.

-les activités industrielles décisives ont été abandonnées, leurs dépouilles livrées aux capitaux étrangers. Le tissu économique de chaque région est fragilisé. Les décisions sont prises en fonction de l'intérêt et de la stratégie des groupes, des actionnaires au détriment de la cohérence, du développement des régions, des intérêts de leurs habitants.

Pour autant, les régions intérieures, françaises, leurs homologues espagnoles constituent-elles une entité "naturelle" ( géographique - historique - ethnique ). Leurs caractéristiques et leurs difficultés communes doivent-elles aboutir à la constitution d'une super-région européenne ?

Aujourd'hui c'est ce qu'on nous propose, c'est bien le but de ce Colloque, d'unir les régions les plus défavorisées françaises à leurs homologues espagnoles pour construire un axe les reliant à Bruxelles. Toulouse se verrait ainsi confortée dans son rôle de capitale de l'Europe du sud à la croisée de deux axes majeurs.

Pourquoi faire ? Nous sommes bien dans la cohérence d'aménagement européen que la C.G.T. dénonce.

Ce Colloque vise à imposer le projet concocté à Bruxelles et à donner une réalité géographique et politique à cet ensemble, afin de contraindre les régions concernées à rechercher de nouvelles dispositions, de nouveaux sacrifices, partant des choix européens et internationaux, et ce, au nom d'un avenir meilleur.

Outre que les questions fondamentales de l'aménagement du territoire sont totalement évacuées de cette initiative, elle se situe en marge des préoccupations des populations, des salariés, loin de leurs aspirations, de leurs besoins tels qu'exprimés dans les luttes récentes, nombreuses au niveau de chaque région.

C'est pourquoi, les conseillers C.G.T. des cinq régions françaises, présents à ce Colloque, entendent exprimer leur ferme opposition aux objectifs d'intégration à l'Europe de Maastricht qu'il poursuit et exprimer l'exigence d'une autre politique favorisant le développement des atouts, des activités, des services de chacune de nos régions, développant l'emploi et les coopérations nouvelles entre les différentes régions françaises, espagnoles.

De nombreuses initiatives prises par les salariés avec la C.G.T. dans ce sens, montrent qu'il existe une autre voie que celle préconisée dans ce Colloque.

Toulouse, le 17 Mai 1994.



**MIDI-PYRENEES.**

# **TRANSPORTS : ASSEZ DE DISCOURS, DES ACTES !**

L'avenir des transports en Midi-Pyrénées va être au centre d'un Colloque organisé par le Conseil Régional. Nous nous réjouissons que ces questions, qui concernent notre quotidien et le fonctionnement de notre économie, soient prises en compte à un haut niveau. C'est le résultat des luttes des salariés, usagers, porteuses d'exigences fortes. Il ne s'agit pas d'y apporter des solutions dévoyées. Il est impératif, enfin, de passer de la réflexion aux actes.

## **LES BESOINS EXISTENT, ILS SONT IMMENSES ET CONNUS !**

Les moyens pour les satisfaire également ! La question de leur utilisation, modernisation et développement est posée. C'est à cela que l'état et les collectivités concernées doivent répondre.

Les salariés, la population sont attachés à un service public de qualité, qui fait l'originalité de la France. Tout comme ils sont attachés à la complémentarité des différents modes de transports.

Or la réalité, malgré la vitrine du métro et les déclarations politiques, aboutit à une remise en cause systématique des services publics dans leur capacité à répondre aux besoins, à une aggravation des coûts toujours plus à la charge des collectivités et des usagers (impôts).

L'application des principes libéraux de Maastricht voudrait aujourd'hui imposer, dans le cadre du soi disant libre échange, une concurrence entre les compagnies aériennes, les techniques de transport.

Cette politique ne peut aboutir qu'à trois résultats:

- un gaspillage dans l'utilisation des potentiels

humains et techniques et une aggravation continue des conditions de travail et de sécurité des salariés, notamment dans les entreprises de transport routiers.

- la disparition du service public sur les relations peu porteuses de profit.

- une augmentation, à terme, des coûts pour l'usager et une dégradation des services.

Les salariés des entreprises de transports, les usagers n'acceptent pas ces choix.

Tant dans le domaine des transports régionaux de voyageurs, que de marchandises, des transports urbains de la métropole et leur coordination, il convient d'être novateur.

La CGT a déjà fait connaître quelques propositions qui ne sont pas à prendre ou à laisser, mais à examiner à partir de l'expression des besoins des populations.

Elles touchent:

## **AUX TRANSPORTS QUOTIDIENS DOMICILE-TRAVAIL,**

plus spécialement dans l'agglomération toulousaine, en complémentarité des différents modes: train - bus - métro avec la prise en charge financière des employeurs, la gratuité totale pour les privés d'emplois, à la desserte des lignes B et C du métro, afin qu'elles répondent aux aspirations et besoins des usagers.

## **AUX TRANSPORTS HEBDOMADAIRES DANS LA REGION** notamment des jeunes étudiants.

## AUX TRANSPORTS MARCHANDISES,

dans ce secteur la complémentarité des techniques, la création d'emplois dans les transports routiers doivent être recherchées pour améliorer l'efficacité économique, améliorer la sécurité, protéger l'environnement. Cette conception est évidemment à l'opposé de la politique développée aujourd'hui qui consiste à une mise en concurrence effrénée des techniques, des entreprises. Nous attendons du colloque des décisions précises dans ce domaine. Cette politique de concurrence, amène à un gaspillage en matière d'infrastructures, à leur sous-utilisation.

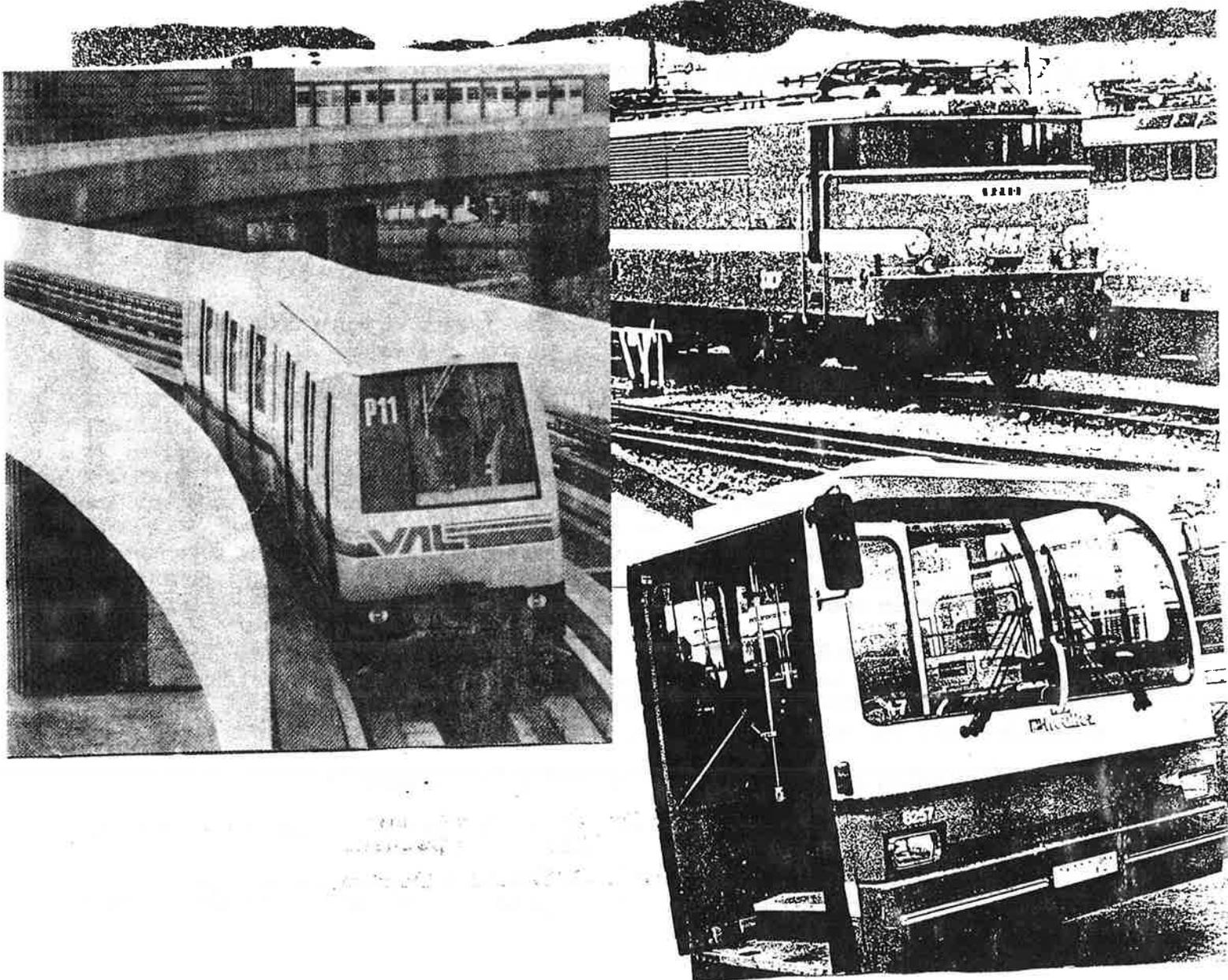
## AUX INFRASTRUCTURES.

Il convient de les réfléchir, elles aussi, en terme de complémentarité (aéroport, autoroutes, lignes ferroviaires à grande vitesse - routes - voies navigables).

La CGT pour sa part est disponible pour participer à toute initiative. Elle appelle les salariés, les usagers, la population à prendre en main la résolution d'un problème qui concerne leur quotidien: les transports. Les solutions existent! Leur réalisation dépend de l'intervention de chacun (e). Chaque avancée en ce domaine, comme les reculs imposés aux politiques néfastes, a été le résultat de l'action.

Toulouse, le 2 Juin 1994.

- SYNDICATS C.G.T. DES CHEMINOTS MIDI-PYRENEES. - SYNDICATS C.G.T. DE LA SEMVAT.- SYNDICAT C.G.T. DE L'EQUIPEMENT HAUTE-GARONNE.- SYNDICAT C.G.T. DES SALARIES DES TRANSPORTS ROUTIERS - UL TOULOUSE NORD.- COMITE REGIONAL CGT MIDI-PYRENEES



## FORMATION PROFESSIONNELLE ET ENJEUX REVENDICATIFS

APRES LA JOURNEE D'ETUDE REGIONALE DU 25 MAI

### ENRICHIR ET DEVELOPPER LA DEMARCHE REVENDICATIVE DANS LES ENTREPRISES

\* Une participation à la mesure des besoins et des avancées nécessaires.

Animée par Jean-Michel JOUBIER (secteur confédéral emploi-formation) et Martine BERNARD (Comité régional), cette journée s'adressait:

- aux UD;
- aux camarades mandatés dans les organismes consultatifs de la Formation;
- aux syndicats des entreprises de divers secteurs d'activité de la région, ciblées en accord avec les UD.

Avec la participation de 6 UD, de 18 entreprises, de représentants des syndicats d'enseignants de la Formation Professionnelle publique et privée, soit en tout 31 camarades, c'est un résultat significatif de l'attente des militants

En même temps, la faible représentation des mandatés des organismes de F.P. (AGEFOS, CODEF, ...) fait apparaître la nécessité d'une liaison plus suivie entre les structures de la CGT et les camarades qu'elle désigne pour la représenter.

\* Des échanges d'expériences éclairants, un débat enrichissant.

L'exposé introductif de Martine BERNARD mettait en évidence le développement des luttes revendicatives, souvent couronnées de succès, et l'importance des enjeux qu'elles révèlent dans le domaine de la Formation Professionnelle.

Ainsi, les luttes victorieuses pour l'abrogation du CIP ont posé d'une manière forte et renouvelée l'exigence de la reconnaissance des diplômes et des qualifications pour les jeunes mais aussi pour tous les salariés.

La Formation Professionnelle revêt une importance majeure pour les salariés qui défendent leur emploi et pour ceux qui en sont privés.

Nous avons encore beaucoup de difficultés dans nos syndicats à intégrer la F.P. à l'ensemble de notre démarche revendicative pour l'emploi, les salaires, les classifications, les qualifications. Et trop souvent, dans l'entreprise, la F.P. constitue un outil de la stratégie patronale d'intégration des salariés aux objectifs de restructuration, faute de luttes revendicatives s'appuyant sur les besoins de formation définis avec les salariés. D'autant que la loi quinquennale et ses décrets d'application visent à renforcer le pouvoir patronal dans ce domaine et à remodeler le système de F.P. pour peser sur l'emploi et le coût du travail.

D'où la nécessité de confronter les expériences existant dans des entreprises, de recenser les besoins, de se donner les moyens d'une meilleure cohérence des revendications et les propositions en matière de Formation Professionnelle, dont les enjeux financiers, économiques et politiques sont énormes.

La discussion animée (26 interventions) a fait ressortir:

- la diversité de situation d'une entreprise à l'autre (volume de formation, crédits, niveaux, ...);
- l'utilisation systématique de la F.P. par les patrons pour leurs objectifs de réduction d'effectifs, de hausse de la productivité sans contrepartie pour

les salariés;

- le refus patronal de prendre en considération dans les rémunérations, les qualifications acquises en cours de formation;
- la rareté des entreprises où le Plan de Formation d'Entreprise est élaboré à partir d'une démarche revendicative des salariés: dans la plupart des cas, c'est les propositions patronales qui servent de base à la discussion;
- le besoin de formation des militants syndicaux pour une meilleure approche des questions de F.P. dans les entreprises.

J.-M. JOUBIER, apportant quelques éclairages sur la loi quinquennale, montrait que celle-ci s'inscrit dans la perspective patronale de baisse durable et de précarisation de l'emploi, traduit une volonté de peser sur tous les coûts (main-d'oeuvre, transfert de compétences et de charges, financement public de formations privées) et d'ajuster les flux de formation au marché (flux tendu) Il mettait en même temps l'accent sur les limites de cette démarche qui est étroitement tributaire des aléas de la situation économique.

Il rappelait quelques aspects des conceptions de la CGT en matière de F.P. (pour former l'homme, le producteur et le citoyen):

- oui à l'alternance école-entreprise, mais sous statut scolaire: l'entreprise doit être un lieu de formation contractuel.
- l'apprentissage n'est ni une voie normale, ni une voie d'avenir: il faut lutter pour le développement des filières publiques de formation.
- le syndicat d'entreprise a un rôle à tenir pour l'accueil, le suivi et la défense des jeunes en formation dans l'entreprise.

Enfin, il soulignait combien les mesures BAYROU sont complémentaires de la loi quinquennale: volonté de renforcer le caractère élitiste et ségréatif du système scolaire et de tarir la Formation Professionnelle Publique.

\* Des prolongements à mettre en oeuvre.

La forte attente, de la part des camarades des entreprises notamment, a conduit aux propositions suivantes:

\* dans l'immédiat (juin à septembre), organisation de journées de réflexion décentralisées en direction de secteurs particulièrement concernés:

- Aérospatiale (avec la participation du secteur confédéral emploi-formation);
- Métallurgie dans les Hautes-Pyrénées (avec le secteur confédéral);
- Santé, action sociale dans le Tarn (avec la participation de l'UD).

\* à l'automne, deux journées d'étude régionales:

- sur le rôle des organismes consultatifs de la F.P.;
- sur les enjeux du Plan de Formation d'Entreprise.

# Schéma Régional de la Santé :

## Dans la logique de la Politique Balladur.

Après les budgets de misère des établissements de santé qui mettent l'ensemble des personnels dans l'impossibilité de rendre un service de qualité ; après la circulaire Veil qui, si elle était appliquée, aggraverait une situation déjà catastrophique en laminant la vie déjà contraignante des personnels, le schéma régional d'organisation sanitaire et sociale entre aujourd'hui dans sa phase de concrétisation.

Ce schéma, découlant de la loi hospitalière du 31 juillet 1991, vise à réduire massivement l'offre de soins hospitaliers en Midi-Pyrénées par une restructuration du secteur santé qui s'inscrit très directement dans la volonté antisociale du gouvernement, volonté de remettre en cause les acquis fondamentaux en matière de santé et de protection sociale et, plus généralement, d'adapter nos services publics à une Europe des profits.

Notre Région, dans le cadre de la mise en place du schéma régional va être particulièrement touchée. Les conséquences sont graves pour les équipements ainsi que pour l'emploi.

**2 883 lits de médecine, chirurgie, obstétrique vont être supprimés dans les mois à venir :**

- Ariège	144
- Aveyron	243
- Haute-Garonne	947
- Gers	210
- Lot	249
- Hautes-Pyrénées	177
- Tarn	520
- Tarn et Garonne	97

**A cela il faut ajouter 2 830 lits de psychiatrie dont 810 lits ou places pour le département de la Haute-Garonne.**

**Ce sont des milliers d'emplois qui sont menacés (1 lit = 2 emplois).**

C'est la capacité de répondre par un service de proximité et de qualité aux besoins de la population de la région Midi-Pyrénées qui est remise en cause au détriment de la vie des gens par une série de décisions gouvernementales :

Circulaire pour supprimer des lits,  
Circulaire garot pour les budgets,  
Circulaire Veil pour supprimer les acquis,  
Schémas pour supprimer des lits, des services, des hôpitaux,  
Lois pour supprimer la Sécurité Sociale.

Ce pilonnage de la Santé, tant publique que privée, des services de l'action sociale, suscite ces dernières semaines, ces derniers mois de nombreuses luttes d'hospitaliers. C'est le cas à Decazeville, Auch, au CHR, au CHS Marchant, au CHS de Lannemezan, à Villefranche, au Naridel à Lavaur. Luttes qui trouvent parfois des convergences avec les élus locaux, la population, des syndicats de directeurs d'hôpitaux, de médecins hospitaliers.

Ces actions, ces luttes doivent se poursuivre. Un nouveau temps fort de mobilisation aura lieu le 17 juin, jour où le CROSS se réunira pour entériner le projet de restructuration. Des délégués hospitaliers publics et privés, des salariés de l'action sociale se rassembleront à 14 heures, ce même jour, devant la DRISS et demanderont à être reçus pour réaffirmer leur refus de voir se démanteler les services de santé et d'action sociale, l'éclatement de la Sécurité Sociale.

# Extrait du RAPPORT D'INTRODUCTION DE MICHEL SALVAYRE A LA REUNION DU COMITE REGIONAL ELARGIE DU 15 JUIN 1994 A MONDONVILLE.

...  
Bien sûr la situation est inédite. 4 millions de chômeurs, plus de 3 millions de précaires, faux stagiaires, sous-salariés, au total 30 % de la population active déstabilisés - pour certains irrémédiablement - qui aurait pu imaginer que le capitalisme nous obligerait à subir cela à la veille du 21ème siècle.

Aujourd'hui, face à cette entreprise de destruction, comment allons-nous combattre cet ensemble de projets, de lois, de décrets, de plans qui jettent les bases d'une société encore plus éclatée, d'insécurité sociale et de harcèlement, le rejet de l'autre, et l'appauvrissement dans l'exclusion.

Comment allons-nous prendre à bras-le-corps ces mutations qui travaillent en profondeur la société?

Appréhender le réel tel qu'il existe, non pas pour s'en accommoder, mais pour le transformer, reconquérir, inventer de nouvelles façons de travailler, de vivre, de nouvelles valeurs replaçant l'homme au centre de tout développement, de tout progrès social, économique, technologique et culturel ?

En quoi, le siècle des révolutions technologiques serait-il incompatible avec le plein emploi? N'y a-t-il plus d'emplois stables, qualifiés, bien rémunérés, à créer ?

...  
Le plein emploi est une valeur fondamentale, structurante de la Société, de la qualité et de l'équilibre du tissu social.

...  
Le projet d'aménagement du territoire, les contrats Etat-Région vont pousser au déséquilibre entre les régions, à la mise en concurrence des territoires, des villes chacune voulant être la capitale de quelque chose, au bout, mise en concurrence des salariés entre eux, au plan national et européen.

C'est dans cette situation là que nous avons engagé la bataille pour la Sécu et la Protection Sociale. 50 ans après sa création dans un pays exsangue par la guerre, le gouvernement vient de programmer la mise à mort de notre système de Protection Sociale fondé sur des principes de répartition et de solidarité. Séparation des trois branches, obligation de parvenir à l'équilibre financier, mise en conformité au 1er Juillet 1994 du Code de Sécu aux directives européennes sur l'assurance privée, vote par le Parlement des décisions budgétaires applicables aux loisirs, renvoi des élections d'administrateurs, l'ensemble de ces projets s'articulent pleinement entre eux pour devenir une vraie machine de guerre: - réduction de la couverture obligatoire à un minima financé par l'Etat, un deuxième niveau de couverture collective privée, liée à l'activité professionnelle et un troisième, individuel, et fonction des capacités de financement de chacun.

C'est bien d'une rupture fondamentale dont il s'agit. Si nous laissons faire, l'argent sera le critère déterminant du niveau des soins.

Je le dis comme cela parce qu'il nous semble qu'ici ou là, cette affaire soit vécue comme une "attaque de plus", en quelque sorte une banalisation et de l'attaque et de la riposte nécessaire à y apporter. Et il s'agit, camarades, de toute autre chose auquel nous sommes confrontés.

C'est l'ensemble de notre système de Protection Sociale qui est visé dans ce qu'il a de plus structurant, de plus cohérent à un tel niveau que l'ensemble des projets ont été rejetés par les Caisses Nationales de Sécu et la majorité des syndicats. Mais rien n'est changé sur le fond.

C'est donc avec la même démarche qui a permis de faire le 12 Mars pour le Droit au Travail, le Droit à la Vie, que la C.G.T. a lancé la pétition nationale avec l'objectif de 1 million de signatures, la journée d'action décidée par le CCN pour le 22 Juin.

La pétition, je l'ai dit: ne rien banaliser. Il ne s'agit pas d'une énième pétition, mais de l'outil qui, s'appuyant sur notre démarche revendicative, nous permet non seulement de recueillir des milliers de signatures, mais surtout d'expliquer, de débattre avec les salariés, les retraités, les sans-emploi... Nous voulons, autour d'elles, rassembler très largement toutes celles et tous ceux qui disent non à ces projets.

Signe C.G.T. ou pas signe C.G.T., je crois qu'il s'agit là d'un faux débat. La Sécu n'est pas notre propriété et si nous parvenons à nos objectifs un million de signatures (ce qui donne pour la région 40 000 environ), personne ne trouvera à dire que nous avons perdu une once de notre identité dans cette action-là.

...  
Telle qu'elle est, nous la mettons à la disposition non seulement de nos organisations en direction des salariés du privé et du public et dans ce cadre-là elle peut être utilement adaptée, complétée des aspects spécifiques à telle ou telle profession, tel ou tel département en s'appuyant sur les dettes patronales est aussi à la disposition des mutualistes, des membres des associations d'handicapés, familiales...

Nous avons besoin d'un suivi régulier, dans le cadre de plans de travail précis, UL/UL, entreprise/entreprise, service/service, besoins d'initiatives d'impulsion, d'informations, engager des rencontres avec les autres organisations syndicales, le mouvement associatif, les mutuelles. A ce propos, on peut utilement s'appuyer sur la rencontre initiée par la C.G.T., proposée dès la rentrée par L.Viannet et qui a vu la participation le 1er Juin de la FMF, FNMF et l'ensemble des organisations syndicales.

...  
Les premiers résultats plus de 14 000 à ce jour sur la Région, plus de 190 000 à la CE Confédérale, soulignent tout à la fois les potentialités réelles existantes, mais aussi du travail de masse indispensable pour atteindre nos objectifs. Il nous faut retrouver le style 12 Mars, faire de chaque signataire le porteur de notre démarche afin qu'il s'empare à son tour de la pétition. Ne rien relâcher sur notre démarche rassembleuse, ouverte à tous. La recherche de l'unité d'action n'est pas circonstancielle, il n'y a pas des initiatives où il conviendrait de faire et d'autres où on pourrait s'en dispenser. Le 12 Mars a marqué une avancée considérable qui a porté ses fruits non seulement pour cette journée-là, mais bien au-delà.

Le monde du travail n'a pas d'autre alternative que le rassemblement dans l'action, soyons-en en permanence, les acteurs, le moteur. C'est cette C.G.T.-là que les salariés veulent. Pas facile, sûrement. D'aucuns ne nous facilitent pas la tâche, sans aucun doute. Mais raison de plus pour être, sur chaque action, les acteurs de ce processus unitaire.

Les conditions existent pour réussir le 22 JUIN.

Nous ne considérons pas cette journée-là comme l'aboutissement mais plus comme un tremplin, un moment fort, un rendez-vous de notre campagne, pour réussir l'initiative d'ampleur nationale coordonnée à la rentrée.

...  
La conception que nous avons de cette bataille est en totale cohérence avec celle pour l'emploi, les salaires, la place de l'Hebdo, la vie de la C.G.T. dans le débat.

...  
Reconquête oui, et donc reconquête là où sont les salariés c'est-à-dire le lieu de travail. Cela veut dire que changer dans nos modes de vie, de fonctionnement, ce vers quoi doit tendre l'essentiel de nos moyens ? Ce débat s'engage certes sous la pression des événements, mais nous avons la volonté de le conduire, avec sérénité mais sans perdre de temps; ce qui signifie qu'au fur et à mesure de ses avancées cela doit se traduire concrètement dans la vie. Ni bavardage, ni discours, mais réflexion et décision, avec l'ensemble de nos organisations et de nos syndiqués.

...  
Faire autrement, c'est dégager aussi les priorités et les urgences. Urgence sur la pétition et urgence sur la remise des FNI. Quelles initiatives pour conjuguer les deux. Un syndiqué sans son FNI à ce jour, c'est à coup sûr un syndiqué sans sa pétition. Un syndiqué sans son Hebdo, c'est une absence d'argumentation, c'est un syndiqué coupé de notre démarche.

# **AVEC TOUS NOS SYNDIQUES**

## **PETITION EN MAIN**

**Alors que ce dessine, à travers les projets:**

**- Projet de loi FAMILLE**

**- Projet de loi " modifiant le Code de la Sécurité Sociale et transposant les directives européennes à l'Assurance, applicables au 1/7/1994"**

**- Projet de loi "Séparation des branches" - bouleversement de l'organisation administrative et financière de la Sécurité Sociale,**

**l'urgence de la riposte s'impose. C'est tout le sens de la campagne que la CGT engage en proposant à la signature de tous une pétition nationale qui porte l'exigence d'une vie et d'une protection sociale digne de notre temps.**

**Cette pétition nous entendons la mettre à la disposition de tous: syndicats, mutuelles, associations, afin de construire ensemble des initiatives d'actions unitaires dans les entreprises, les localités, les départements. C'est dans ce sens qu'elle est sans sigle.**

**Le but étant de créer les conditions d'un rapport de force au niveau de ce qui est nécessaire pour imposer des reculs au gouvernement, au patronat et faire prévaloir d'autres choix.**

# Sécurité Sociale : ensemble c'est urgent !



Se soigner, vivre une retraite heureuse, élever ses enfants dans de bonnes conditions, combattre le sida, le cancer ... faire reculer les exclusions, les inégalités, n'est-ce pas urgent ?

Répondre aux besoins vitaux d'aujourd'hui, n'est-ce pas l'urgence d'une société moderne tournée vers l'avenir ?

Se pose alors, pour chacun et pour tous, l'exigence d'une Sécurité Sociale moderne, efficace, d'une Sécurité sociale solidaire.

Payer toujours plus pour des prestations moindres, c'est injuste pendant que le patronat bénéficie d'exonérations exorbitantes.

Avec les projets de loi que le gouvernement veut faire adopter, ce serait pire encore :

- éclatement de la Sécurité Sociale,
- ouverture en grand aux compagnies d'assurances,
- renforcement de la mainmise du patronat et de l'Etat.

A ce prix, quels sacrifices nouveaux pour la santé, l'hôpital, la retraite, les familles ?

Face à ces dangers, nous avons des exigences.

Assurés sociaux, mutualistes, retraités, salariés, privés d'emploi, Français et Immigrés, discutons, agissons, exigeons ensemble un grand débat national :

- pour démasquer ces projets et imposer leur retrait,
- pour une Sécurité Sociale au service de tous, accessible à tous, de haut niveau, gérée démocratiquement, permettant de la naissance à la vieillesse une vie digne de notre temps,
- pour d'autres moyens financiers plus équitables apportant des ressources immédiates et durables à la Sécurité Sociale et favorisant l'emploi.

**Tous ensemble, gagnons d'autres choix.**

NOM	PRENOM	SIGNATURE